

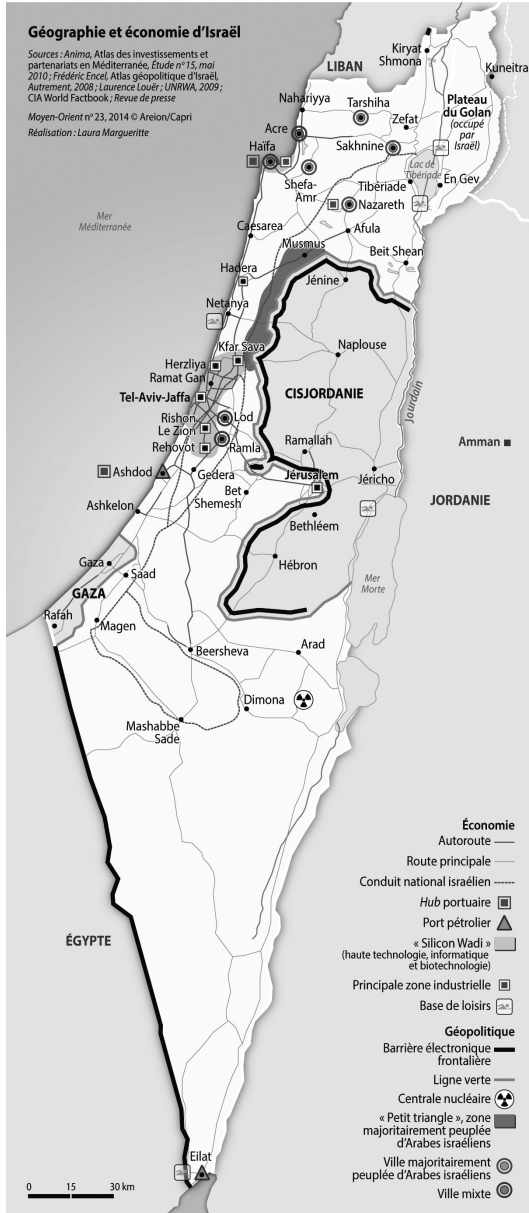
ISRAËL ENTRE QUATRE MURS

Géographie et économie d'Israël

Sources : Anima, Atlas des investissements et partenariats en Méditerranée, Étude n° 15, mai 2010 ; Frédéric Encel, Atlas géopolitique d'Israël, Autrement, 2008 ; Laurence Louvier, L'INRA, 2009 ; CIA World Factbook ; Revue de presse

Moyen-Orient n° 23, 2014 © Areion/Capri

Réalisation : Laura Margueritte



ISRAËL DANS LA RECONFIGURATION RÉGIONALE : LA DÉMULTIPLICATION DES MENACES

1. Introduction : La sécurité, un impératif idéologique, historique et pragmatique aux yeux d'Israël

Des raisons idéologiques à la sécurisation de l'espace

Depuis 1948, Israël vit sur la défensive et la sécurité reste le dossier numéro un sur la table des dirigeants politiques. Pour de multiples raisons historiques, les Juifs de Palestine, depuis la fin du XIXe siècle – à travers les vagues d'immigration successives de 1880 à 1910, le mandat britannique dès 1920, les révoltes arabes (palestiniennes) de 1936-1939 et la Seconde Guerre mondiale – sont installés dans un climat, au mieux de défiance, au pire, de menace existentielle et de mort. Après la guerre d'indépendance de 1947-1949, appelée aussi Premier Conflit israélo-arabe, les Israéliens font face à de nouveaux dangers de la part de leurs voisins qui rêvent de revanche et cherchent à prendre ou récupérer des territoires : l'État existe, encore faut-il parvenir à le garder. L'État hébreu est encore perçu par les Israéliens comme un miracle et l'idéologie sioniste comme le moyen qui a permis le retour à Sion et à Jérusalem.

Si l'on remonte plus en amont dans la culture juive, on pourrait dire que la notion de l'éternelle errance du «peuple juif» depuis deux millénaires a favorisé l'enracinement dans la psychologie israélienne d'un réflexe émotionnel devenu mécanisme politique pavlovien : la «*bitakhon*»⁴. Synonyme de sécurité, l'obsession sécuritaire passe avant toute chose et doit être brandie au nom de la survie du «peuple juif». Elle renvoie inévitablement

4. On retrouve le mot *bitakhon* dans le nom du Shin Beth, acronyme de Sherout Ha-Bitachon Klali, «Service général de sécurité», bien connu dans le monde.

à la question de l'adaptation d'Israël à son environnement, à la perception initiale qu'il en a et, surtout, à cette solidarité sociale face au bloc unilatéralement et uniformément perçu que sont «les Arabes». Peu importe la réalité, c'est la perception qui prime et qui est donc légitime dans l'action des Israéliens.

Revenons plus en détail sur les deux concepts phares dictant la politique de sécurité israélienne et conditionnant son adaptation à l'évolution de celle-ci dans une région géopolitiquement mouvante.

Cette logique d'autoprotection et d'enfermement est un phénomène historique et récurrent pour les Israéliens. Il remonte aux fondements mêmes du sionisme. Le concept de «mur» n'est pas nouveau et, nous le verrons plus tard, concentre toutes les problématiques israéliennes liées à la perception que le pays a de son environnement. Le nouvel historien Avi Shlaïm, qui s'inscrit dans un courant d'historiens revisitant les mythes sionistes de la création de l'État d'Israël⁵, a publié en français en 2008 un livre intitulé *Le Mur de fer*, dans lequel il revient largement sur l'histoire de ce dernier.

«Cette confrontation [entre Juifs et Arabes] a été marquée par l'idée, lancée par Zeev Jabotinsky et partagée par presque tous les leaders israéliens, qu'il fallait dresser un mur de fer devant les Arabes pour éteindre en eux tout espoir d'empêcher l'État d'Israël de s'établir en Palestine.» Cette idée, datant de 1923, est lancée par le théoricien de la droite israélienne, père inspirateur du futur Likoud, que dirige aujourd'hui d'une main de fer le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ainsi, Jabotinsky écrivait-il dans *Le Mur de fer* : *«Tant que subsiste, dans l'esprit des Arabes, la moindre étincelle d'espoir qu'ils pourront un jour se défaire de nous, nulle belle parole, nulle promesse attirante n'amènera les Arabes à renoncer à cet espoir.»* Et il poursuivait : *«Or, une nation bien vivante [comme les Arabes] n'est disposée à faire des concessions sur des questions aussi vitales que lorsqu'elle a perdu tout espoir de "se défaire de nous" et que toute brèche de la "muraille de fer" est définitivement colmatée.»*

Bien entendu, le journaliste Sylvain Cypel observe, dans son livre paru en 2005 sur la radicalisation de la société israélienne, *Les emmurés*⁶, que

5. Voir encadré.

6. Sylvain Cypel, *Les emmurés*, Paris, La Découverte, 2005.

LES NOUVEAUX HISTORIENS

On compte parmi eux Simha Flapan, Benny Morris, Ilan Pappé, Avi Shlaïm, Tom Segev, qui ont publié un certain nombre de livres fondés sur les révélations et l'exploitation des archives, remettant en cause l'historiographie classique et nationaliste israélienne ainsi que plusieurs mythes : Israël n'était pas en 1948 un petit État fragile comme les Israéliens ont eu tendance à l'expliquer pour légitimer leur coup de force miraculeux lors du premier conflit israélo-arabe. En effet, surarmé, il disposait d'appuis internationaux et diplomatiques de poids, tels l'URSS et les États-Unis. De plus, grâce à un accord secret passé entre le roi Abdallah de Jordanie en 1948 et Golda Meir, future Premier ministre de l'État d'Israël, ce dernier s'empare non seulement du territoire alloué au premier selon la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies, dite du « plan de partage », mais offre aussi en échange d'une non-agression de la Légion arabe, le futur territoire *a priori* destiné aux Palestiniens et la partie orientale de la vieille ville de Jérusalem. Enfin, l'historiographie israélienne traditionnelle explique que près de 800 000 Palestiniens sont partis d'eux-mêmes des frontières mandataires des territoires israélien et palestinien, alors qu'en réalité les archives prouvent qu'il s'agit bien d'expulsion massive, de peurs paniques créées dans les villages palestiniens par la Hagana juive, mais aussi par les franges extrémistes juives, Irgoun, Lehi, Stern, qui rejoindront plus tard la future armée israélienne, Tsahal.

(Voir une mini-bibliographie des nouveaux historiens à la fin de ce chapitre.)

l'orientation prise est celle d'une société issue de l'exil, qui doit intégrer ses composantes diverses sans dissoudre son identité. La méfiance à l'égard de l'Autre, également un réflexe typique, en est un moyen et trouve sa source dans l'antisémitisme croissant des sociétés européennes dès le XVe siècle. Au centre de la « Campagne du droit à l'éducation »⁷ de l'Université de Birzeit dans les Territoires palestiniens, les propos sont moins diplomatiques : « *La bitakhon est le mot hébreu magique, celui qui autorise tout et qui fait que les autorités israéliennes peuvent prendre n'importe quelle mesure illégale, inhumaine, immorale contre la population palestinienne [ndlr : de son environnement] au nom de la sécurité et en période d'occupation, donc de guerre.* »

7. Lancée en 2004 en partenariat avec la chaire UNESCO sur les Droits de l'homme et la démocratie de l'Université An-Najah de Naplouse afin de générer une prise de conscience sur la scène internationale.

Israël a été pensé de l'extérieur, en Europe, dans un rapport déséquilibré vis-à-vis des autochtones qui allaient «accueillir» les Israéliens : ce sentiment de supériorité intellectuelle et culturelle allait conduire à la nécessité chez ces derniers de maîtriser et contrôler un environnement qui ne voudrait, *a priori* et par essence, que du mal à l'État nouvellement formé. Ces impératifs sécuritaires devenus prioritaires et omniprésents dans le champ lexical politique et médiatique, vont se révéler le principal outil de gestion politique des Arabes.

Mais la *bitakhon* va devenir également le mot-clé face à tous ceux, y compris chez les diplomates, qui critiqueraient les mesures draconiennes engagées par l'État d'Israël pour assurer sa sacro-sainte sécurité, même lorsque serait souligné le viol manifeste de la IVe Convention de Genève, qui impose la protection des personnes civiles en temps de guerre. Pire, le dernier argument des dirigeants israéliens, qui consiste à rappeler aux Européens leur incapacité même à assurer la sécurité des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, empêche tout débat contradictoire. Malgré les accords d'Oslo signés en 1993, la priorité israélienne donnée à la colonisation galopante des Territoires palestiniens pour des raisons sécuritaires notamment, a eu raison de ce traité de paix.

La «*tzadkanout*»⁸ est le second concept forgeant l'idéal sécuritaire israélien : elle intervient régulièrement dans le discours politique et pousse les Israéliens à agir au nom de leur survie et à considérer chacune de leurs actions légitimes dès l'instant qu'elle touche à ce qu'ils pensent relever de leur survie. Cette méfiance à l'égard de l'extérieur, voire la diabolisation des ennemis, induit un rapport de forces favorable et permet la «fabrication» du danger permanent, deux éléments qui ont galvanisé Israël et lui ont permis de remporter ses plus grands succès politiques, militaires et diplomatiques.

En réalité, la question récurrente de l'adaptation d'Israël à son environnement remonte aux fondements du sionisme de la fin du XIXe siècle, puis à son application pratique, des années 1920 jusqu'à aujourd'hui. La sécurité doit être comprise comme la pièce maîtresse de l'édifice sionisto-

8. Le terme de «*tzadkanout*» signifie globalement «bonne conscience», «autojustification systématique», cette propension spontanée à toujours se percevoir comme «bons, justes, beaux et innocents», pour reprendre la paraphrase de Gideon Levy.

nationaliste. Dominique Vidal, historien et collaborateur du *Monde diplomatique*, explique que pour Herzl, à la fin du XIXe siècle, elle n'était pas encore une priorité: «*La sécurité de l'État des juifs n'était pas la préoccupation prioritaire de Theodor Herzl. Sans doute son projet était-il encore à trop long terme pour qu'il se pose cette question. Sa seule allusion dans Der Judenstaat: "Nous maintiendrons dans leurs casernes les soldats de métier" qui, comme les "ministres du culte, disait Herzl, n'ont pas à s'immiscer dans les affaires de l'État, car leur ingérence provoquerait des difficultés intérieures et extérieures".*»⁹

Denis Charbit, professeur à l'Open University de Tel-Aviv va même plus loin: «*Le sionisme d'Herzl ne fait aucune place à la sécurité. Herzl est trop optimiste et bienveillant pour penser que l'établissement d'un État juif entraînera inévitablement la nécessité de prendre des mesures de sécurité. Son chapitre sur l'armée dans L'État des Juifs montre clairement que ce qui le préoccupe n'est pas un conflit extérieur, mais la menace que l'armée est susceptible de faire peser sur un gouvernement civil.*»¹⁰ Il poursuit sur la vision d'Herzl: «*Ce qu'il redoute, c'est l'intolérance vis-à-vis de ceux qui ne sont pas juifs (terriblement actuel), pas des ennemis massés aux portes de l'État juif. Sa vision utopique est scientifique et sociale, pas belliqueuse. Il veut faire une Europe au Moyen-Orient sans les travers de l'Europe décadente, bref construire une Europe moderne sans les Européens. Herzl reconnaît qu'il puisse y avoir un problème religieux: c'est pourquoi, pour éviter le problème, il préconise d'emblée l'internationalisation des Lieux saints. Le troisième Temple est érigé ailleurs que sur l'esplanade des mosquées. Dans une lettre au maire de Jérusalem, il explique que les impératifs religieux doivent être scrupuleusement respectés.*»

Plus tard dans l'Histoire, pour que la sécurité puisse s'installer et se maintenir dans les nouvelles frontières de l'État hébreu, la direction sioniste a entretenu, par le même processus de construction historiographique et géopolitique, un sentiment permanent de menace. Après la Seconde Guerre mondiale et la mort tragique de six millions de Juifs, la question de la sécurité des rescapés se pose naturellement dans le monde. Le traumatisme devient l'un des fondements de la construction sioniste, les Juifs

9. Interview de Dominique Vidal réalisée par l'auteur en juin 2014.

10. Interview de Denis Charbit réalisée par l'auteur en juillet 2014.

n'étant plus en sécurité nulle part. Le danger actuel dans la région suffit à renforcer cet élément psychologique, renvoyant aux traumatismes les plus profonds, à cette idée que «les Arabes veulent toujours jeter tous les Juifs à la mer». Ces deux concepts idéologiques sont ébranlés depuis une quarantaine d'années.

L'acquisition par Israël, jamais confirmée et volontairement laissée dans l'ambiguïté, de la frappe nucléaire, est un des éléments de dissuasion militaire majeurs dont il dispose depuis 1967, grâce au soutien technologique de la France. Après l'attaque en 1981 du réacteur nucléaire irakien Osirak livré par Paris, le Premier ministre Menahem Begin, ajouta au corpus défensif du pays sa propre doctrine. La doctrine Begin défend l'idée qu'Israël fera tout pour empêcher qu'un autre pays au Moyen-Orient dispose un jour de l'arme nucléaire. Elle est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. D'autres pensées verront le jour, comme la doctrine Dahiya, légitimant l'usage disproportionné de la force et soutenant la possibilité de viser des infrastructures et des cibles civiles. Le concept étant forgé par le général Gadi Eisenkot, commandant en chef du nord d'Israël, voilà une doctrine appliquée dans toutes les guerres récentes menées par Israël.

Des raisons historiques récentes à la sanctuarisation du territoire

Remettre en cause les moyens de parvenir à la sécurité d'Israël depuis 1948 a toujours été par conséquent un sujet hautement polémique dans le pays comme auprès de ses alliés historiques et de la communauté internationale en général. En effet, depuis sa proclamation le 14 mai 1948, l'État hébreu vit en «état d'urgence» permanent, c'est-à-dire en état de guerre permanent. Et il en va du coup par ricochet de ses voisins libanais et syrien, également toujours en état d'alerte. Deux pays ont connu cette même situation : l'Égypte et la Jordanie, avant de signer la paix avec l'État hébreu, respectivement en 1978 et 1994.

Quand Israël gagnait toutes ses guerres, jusqu'aux années 1980, la revendication sécuritaire galvanisait ses citoyens. Maintenant que l'État hébreu peine à en gagner une seule, que ce soient les guerres successives au Liban (1982, 2006) ou contre la bande de Gaza (2009, 2012, 2014), la peur gagne encore plus la population et ne fait que renforcer son intransigeance en matière de sécurité. Il faut remonter le cours récent de l'histoire de l'État

hébreu pour comprendre comment la variable sécurité et défense a pris le pas sur toute autre préoccupation dans la politique israélienne mais également dans l’imaginaire collectif. À chaque peur de se voir envahir, Israël grignote préventivement des territoires étrangers.

Le premier cas est le plus flagrant de l’Histoire : la guerre menée par Israël contre l’Égypte et la Syrie du 5 au 11 juin 1967. Connue comme la « guerre des Six Jours », elle a permis trois faits politiques majeurs : tout d’abord, les Israéliens se sont approprié le Golan, le Sinaï et la Cisjordanie ; puis, ils ont redynamisé un éthos national un peu assoupi vingt ans après la création de leur État ; enfin, ils ont modifié durablement l’économie israélienne. Dans son livre *1967, Six Jours qui ont changé le monde*¹¹, l’historien Tom Segev l’explique très bien au fil des pages : malaise interne sur le plan économique, guerre pour reconsolider l’éthos israélien et renforcer la cohésion nationale contre un ennemi commun.

Mais la réaction à ce sentiment de peur national provoque des changements structurels profonds dans la mentalité même des Israéliens et dans la structure socio-économique même, dans un champ où l’économie dicte désormais tout. Dans un article de juin 2007 du *Monde diplomatique* – « Comment l’occupation a transformé Israël » –, l’auteur israélien Meron Rapoport expose clairement les conséquences irréversibles de ce conflit sécuritaire, quarante après les faits :

« Parfois notre mémoire nous trompe : alors que quarante années nous séparent de la guerre des Six Jours, une partie des Israéliens se plaisent à croire que la période d’avant 1967 fut un âge d’or, notre paradis perdu. Et qu’Israël, avant 1967, était une société à taille humaine et juste, où les valeurs du travail, de l’humilité et de la solidarité l’emportaient sur l’avidité et l’égoïsme. » Et de poursuivre : *« Bien évidemment, c’est une pure illusion. En 1966, le chômage avait atteint le record de 10 %, l’économie connaissait une forte récession et pour la première fois de l’histoire du pays, plus d’Israéliens le quittèrent que de nouveaux immigrants s’y installèrent. [...] À partir de la guerre des Six Jours, Israël fut considéré comme une superpuissance militaire régionale, voire internationale. Ce que l’on sait moins, c’est que la guerre modifia spectaculairement l’économie nationale. Celle-*

11. Tom Segev, *1967, Six Jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2007.

ci prospéra, la récession prenant fin et le chômage baissant fortement. Quarante ans après, Israël est devenu un autre pays.»

Le second élément traumatique permettant de comprendre l'obsession sécuritaire israélienne est bien sûr la guerre du Kippour de 1973. Le traumatisme de tout un pays y est d'autant plus fort que personne au gouvernement ne croyait véritablement à une attaque, et encore moins à une percée, des armées égyptienne et syrienne. Nous reviendrons plus tard sur ce cataclysme national, dont le quarantième anniversaire a été commémoré en 2013, et qui fait dire à certains qui s'en souviennent qu'à cette époque, Israël a perdu sa naïveté, moins de dix ans après la guerre mythique des Six Jours.

Un troisième élément géopolitique contemporain est déterminant pour comprendre cette intransigeance sécuritaire : le premier attentat-suicide palestinien, acte de sacrifice du martyr lâchement utilisé par les groupes les plus radicaux. De l'après-Oslo¹² et l'assassinat du Premier ministre israélien Ithzak Rabin au déclenchement de la seconde Intifada, l'inquiétude régnait à chaque coin de rue. Particulièrement à partir de 1996, lorsque les premiers attentats-suicides viennent traumatiser toute la société : les grandes villes sont sur le qui-vive car les lieux symboliques et très fréquentés sont visés par les martyrs palestiniens. Ainsi, les Israéliens se réveillent à l'annonce d'explosions-suicides ayant eu lieu près de chez eux, ou de l'autre côté du pays : qui une gare routière, qui un bus, qui une terrasse de café, qui un restaurant, qui une synagogue, qui, enfin, un centre commercial. Depuis cette période, il n'est plus possible d'accéder à ces lieux sans contrôle de sécurité. Des agents de surveillance filtrent les personnes aux arrêts de bus et surveillent tout sac suspect. Des portails de sécurité sont installés à l'entrée de toutes les galeries commerçantes et de toutes les gares, aussi bien dans les grandes villes comme Jérusalem, Tel-Aviv ou Haïfa, qu'aux carrefours stratégiques des lignes de bus en plein Néguev.

Pour l'Israélien moyen, le trauma causé à l'aveugle par ces *chahids*¹³, est à peu près aussi ancré dans son inconscient et sa mémoire que le drame

12. Le 13 septembre 1993, Israéliens et Palestiniens signent les accords d'Oslo, qui ont permis une reconnaissance mutuelle entre l'État hébreu et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et qui prévoyait par étapes la résolution du conflit.

13. Synonyme de martyr.

du judéocide : la peur de sortir de chez soi et ne pas rentrer, celle de laisser son enfant sortir, celle de voyager. La menace est réelle et si les attentats restent finalement en nombre « limité »¹⁴, ils créent néanmoins un traumatisme national. Le « Mur », la grande barrière de séparation dont la construction commence en Cisjordanie en 2002, est destiné à réduire tout cela. Nous y reviendrons plus tard.

Un quatrième fait marquant a radicalement déstabilisé les Israéliens : la confiance en leur armée et la popularité de cette dernière, se sont progressivement effritées. En effet, si pour certains, les derniers conflits ont été des succès militaires, pour d'autres, ils ne sont pas parvenus à leurs objectifs finaux. Pire : certains ont mis en danger la population, puisque l'armée n'a pu empêcher les roquettes de pleuvoir depuis le Sud-Liban ou la bande de Gaza jusqu'à l'installation du « Dôme de fer », système de batteries anti-missiles couvrant tout le territoire et opérationnel depuis seulement 2012. Des roquettes étaient tombées dans la banlieue de Tel-Aviv encore cette année-là, fait unique dans l'Histoire que d'approcher de si près le centre névralgique du pays¹⁵.

Les guerres menées par Israël ne suffisent désormais même plus à rassurer les Israéliens car ce phénomène de mythification et de succès militaire auréolé de messianisme a disparu. Et la distorsion entre la perception politique de la victoire d'une guerre et le sentiment qu'en ont les Israéliens s'accroît. Il y a une forme de fatalité au risque, au danger. C'est le cas pour la guerre de Gaza en 2008-2009 mais surtout pour celle, de trente-trois jours, du Liban en 2006. Citons de nouveau Meron Rapoport : « *Et que dire de la dernière guerre du Liban ! Si la classe politique a un temps crié victoire, seuls 20 % des Israéliens, selon une étude publiée par Haaretz une semaine avant la fin de la guerre, estiment avoir gagné.* » Une grande majorité des citoyens reconnaissent donc qu'Israël a perdu. Là est tout le drame d'une société silencieuse où le fossé se creuse entre la population et ses représentants politiques. Non seulement Israël ne gagnait déjà plus de guerres alors que son environnement était à peu près stable, mais aussi, à présent que tout le Moyen-Orient est en ébullition, un autre traumatisme

14. Lors de la seconde Intifada, une soixantaine d'attentats a fait environ 140 morts.

15. Ce bouclier anti-missiles n'est toutefois pas infaillible comme on a pu le constater durant l'été 2014.

s'ajoute: celui de la seconde Intifada de 2000 à 2003, qui a tout de même causé la mort de près de 1 000 Israéliens (contre 5 000 Palestiniens), et le spectre d'une troisième Intifada. Du jamais vu. Les Israéliens prennent conscience que la politique ne peut pas tout, et le militaire non plus.

Comment l'armée israélienne a-t-elle perdu de sa superbe et ce qui avait fait d'elle la prestigieuse armée qui avait construit l'État? C'est le quatrième fait marquant de l'Histoire. Il faut se resituer dans le contexte de transformation de la nature des conflits de la fin du XXe siècle et la nouvelle géopolitique mondiale post-Guerre froide. L'explication réside avant tout dans l'inadaptation d'une armée conventionnelle, puissante dans un cadre de guerres interétatiques (du type de celle de 1967), mais largement impuissante face aux nouveaux conflits internes.

Les conflits, surtout depuis la guerre du Vietnam puis au-delà de la Guerre froide, mettent en confrontation des guérillas et des mouvements politiques «hors-jeu» face à des armées régulières dont les outils se révèlent inadaptés (avions, hélicoptères, etc.). Véhicules et armes traditionnelles sont incapables, quoi qu'en disent les armées, d'effectuer des frappes ciblées ou de déloger des terroristes et des ennemis cachés au cœur des villes, de la population, de leurs habitations. Israël se trouve confronté à de nouveaux ennemis, insaisissables. Le Hamas et le Hezbollah mènent une guerre moderne répondant à tous les critères «contemporains» de l'art de la guerre: déterritorialisation de la menace, sanctuarisation de l'espace, attaques terroristes. Afin de faire taire les roquettes qui pleuvent depuis le Sud-Liban sur le nord d'Israël, Tsahal déclenche en juillet 2006 une offensive contre le Hezbollah de Hassan Nasrallah. Malgré d'intenses bombardements, il ne parvient toutefois pas à déloger ni éradiquer la menace du mouvement chiite, pilier politique et militaire du pays. *Idem* en décembre 2008, lorsque pour couper court aux roquettes Qassam du Hamas qui tombent sur le sud d'Israël et à Sderot, l'armée israélienne bombarde puis pénètre à Gaza lors de l'opération *Plomb durci*. L'intervention fait entre 1 100 et 1 300 tués côté palestinien, sans pour autant parvenir à mettre en déroute le Hamas au pouvoir, à libérer le soldat israélien Gilad Shalit, ni même à faire cesser les tirs de mortiers et de roquettes.

C'est la guerre post-moderne qui empêche l'une des armées les plus puissantes au monde de parvenir à ses fins, de gagner des guerres qui lui

étaient faciles jusqu'aux années 1980. Si le Hamas et le Hezbollah sont bien sûr moins bien armés et entraînés que Tsahal, ce sont la crainte, l'inconnu, le flou qui règnent sur leurs véritables capacités éparpillées et insaisissables qui rendent la tâche difficile.

Les raisons pragmatiques de l'obsession défensive et de la conquête préventive de territoires

À chaque protestation internationale contre sa politique répressive, offensive ou discriminatoire, Israël invoque sa sécurité. Sa perception, difficilement critiquable, est certainement d'être dans son bon droit. Tout cela est de plus facilement appuyé par l'argument selon lequel Israël est la seule démocratie au Proche-Orient, *dixit* la communauté internationale et l'État hébreu lui-même. Ce qui rend légitime toute action prise en concertation, du moins avec l'aval de l'exécutif et du législatif. *Exit* le Liban et la Turquie? En attendant, cela fait soixante-six ans que les dirigeants israéliens et les idéologues sionistes invoquent le poids de la tyrannie, des dictatures et des monarchies sur la région pour mener une politique sécuritaire totale.

Les colons, malgré eux ou en toute conscience, sont devenus une arme de diversion efficace du sionisme. Pourquoi? Parce que le champ politique a construit un lien évident, sensible, entre occupation offensive et sécuritaire, entre enfermement préventif et ghettoïsation. La colonisation est un outil sécuritaire de plus. Dans un livre sur le sionisme religieux¹⁶, les chercheurs Claire Snegaroff et Mickaël Blum expliquent que le grand changement de perception des colonies survient dans l'opinion et le champ politique grâce au symbole Kfar Etzion : «*l'acte fondateur de la colonisation idéologique était posé*»¹⁷. Il en sera de même à Gaza où dès 1967, sept cents colons posent leur valise dans l'étroit territoire, également «pour des raisons de sécurité».

Le puissant Parti nationaliste religieux issu de la victoire de 1967, tout comme le bloc de la Foi issu de ses rangs (le Goush Emounim), qui émergera

16. Claire Snegaroff et Mickaël Blum, *Qui sont les colons? Une enquête de Gaza à la Cisjordanie*, Paris, Flammarion, 2005.

17. Installé en 1927, puis abandonné et détruit en 1929 et réinstallé en 1943, le bloc de colonies de Kfar Etzion est un symbole de résistance puisqu'en 1948, il finit par tomber face aux Arabes et provoqua la mort de 240 Juifs.